

Communiqué de presse

Nation du savoir, la Suisse a besoin des programmes de recherche de l'UE

Zurich/Berne, 14.05.2025. Le pôle de connaissances qu'est la Suisse est tributaire des programmes de recherche de l'UE. C'est ce que démontre une vaste étude présentée aujourd'hui à Berne. Elle a été commandée par scienceindustries, l'association économique du secteur chimie, pharma, sciences de la vie, afin d'évaluer les conséquences concrètes pour la Suisse des restrictions d'accès à Horizon Europe – et d'offrir une base solide au débat politique sur la réassociation.

"La Suisse fait partie des pays les plus novateurs du monde. Mais l'innovation ne procède pas d'un cavalier seul au niveau national ; elle doit absolument se nourrir d'échanges internationaux", avertit Stephan Mumenthaler, directeur de scienceindustries. Cette étude commandée par scienceindustries s'est focalisée sur la valeur ajoutée des programmes de recherche de l'Union européenne (UE) pour la Suisse et sur les conséquences de la participation limitée de notre pays observée entre 2021 et 2024. Elle éclaire pour la première fois les perspectives des hautes écoles, des start-ups et des entreprises industrielles, montrant à quel point les avantages d'une pleine association sont intersectoriels et relèvent de l'intérêt national.

La valeur ajoutée des programmes de l'UE saute aux yeux

L'étude rend compte de risques tangibles d'une mise à l'écart. Ses auteures Barbara Haering et Sandra Wirth ont interrogé de nombreux experts et analysé des modèles d'impact internationaux. Et leur constat est évident : les programmes de recherche de l'UE apportent à la Suisse des avantages économiques, scientifiques et sociaux incontestables. Les financements transitoires assurés entre 2021 et 2024 ont certes permis d'atténuer les effets négatifs à court terme d'un éloignement de ces programmes, mais ils ne peuvent pas éviter des dommages structurels.

La simulation RHOMOLO, utilisée dans l'UE pour évaluer l'impact des mesures politiques, montre au surplus qu'Horizon Europe est susceptible d'accroître le PIB de l'UE de rien moins que 0,17 % (par rapport à 2020) - principalement grâce à la productivité accrue due à des investissements plus importants dans la recherche et le développement. Il apparaît clairement que les investissements dans la recherche ont un impact plus important lorsqu'ils s'opèrent à l'échelle transfrontalière plutôt qu'en restant limités à chaque niveau national.

Une participation limitée affaiblit la compétitivité

Ces simulations macroéconomiques de l'UE, ainsi que le modèle d'impact sur lequel se base l'étude et les estimations du Secrétariat d'État suisse à la formation, à la recherche et à l'innovation (2019) soulignent que les effets négatifs de la participation limitée de la Suisse aux programmes de l'UE pèsent sur la compétitivité de l'industrie du savoir dans son ensemble.

Les restrictions d'accès ont fait perdre à la Suisse non seulement des projets individuels, mais aussi une présence stratégique tout au long de la chaîne de création de valeur - de la recherche jusqu'au stade de l'innovation, en passant par la maîtrise du marché et la réglementation. Nos intérêts sont devenus moins visibles, moins efficaces, moins bien intégrés dans l'espace européen de la science et de l'innovation. Et cela au moment où des défis mondiaux comme le changement climatique ou les questions de sécurité ne peuvent plus être résolus à l'échelle nationale. Selon l'étude, les jeunes chercheurs, les étudiants et les PME des branches de haute technologie ont été particulièrement affectés. Or, ce sont précisément les groupes cibles des programmes de l'UE qui sont pertinents pour l'avenir de la Suisse.

M. Erich Rüttsche, de Business Development IBM Research, a fourni un éclairage pratique lors de la conférence de presse. A l'aide d'exemples concrets, il a souligné la haute importance d'une collaboration ouverte à des projets européens de recherche et de développement : "L'expérience longue montre que la collaboration à des programmes de recherche tant au niveau suisse qu'européen a des résultats positifs concrets pour la science et l'économie comme pour la société. IBM à Rüschiikon, par exemple, a produit

dans le domaine du chiffrement *quantum-safe* des technologies de sécurité critiques qui forment l'épine dorsale de l'informatique du futur".

Préserver le lien avec les technologies d'avenir et la numérisation

Les chercheurs et les entreprises restent confrontés à des incertitudes juridiques et de planification en rapport avec les options de participation aux programmes de l'UE. Des conséquences négatives en découlent, notamment pour les projets des entreprises.

Une association complète de la Suisse aux programmes de l'UE est également bénéfique pour la compétitivité de l'Europe - particulièrement à une époque où les blocs se multiplient et où la concurrence entre l'Europe, l'Asie et les États-Unis s'intensifie. L'exclusion de la Suisse de domaines high-tech de première importance comme la numérisation et les applications d'avenir comme la quantique, les semi-conducteurs, l'espace ou le cyber est, au bout du compte, préjudiciable aux deux parties.

Une volonté politique s'impose

Les innovations fondamentales sont le fruit de recherches de longue haleine et de développements qui ont bénéficié d'un soutien public. A cet égard, la recherche et l'innovation dépendent de la stabilité des conditions-cadres. Partant, une évidence s'impose : une association à Horizon Europe est non seulement possible, mais urgente. La Suisse ne doit pas laisser passer cette chance. Il ne s'agit pas d'une simple option technique, mais d'un choix crucial pour la recherche, l'économie et la politique d'implantation. Le temps presse. Stephan Mumenthaler, directeur de scienceindustries, tire une conclusion très claire : "L'étude montre à l'évidence que la Suisse, nation du savoir, est placée devant un défi. Nous avons besoin d'une relation durablement stable et bien réglementée avec l'Union européenne. Les Bilatérales III sont une chance unique pour la Suisse".

Pour de plus amples informations :

Stephan Mumenthaler, directeur

Tél. 044 368 17 20, stephan.mumenthaler@scienceindustries.ch

A propos de scienceindustries :

scienceindustries, association économique suisse du secteur Chimie, pharma, sciences de la vie, milite pour des conditions-cadres internationales exceptionnelles en faveur de ses quelque 250 entreprises membres. L'industrie chimique, pharmaceutique et des sciences de la vie emploie environ 80'000 personnes en Suisse. En tant que principale industrie d'exportation de la Suisse, elle apporte une contribution majeure à la prospérité du pays.